



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : [hebdo@sitecommunistes.org](mailto:hebdo@sitecommunistes.org)

E'mail : [communistes@sitecommunistes.org](mailto:communistes@sitecommunistes.org)

11/04/2021

## Rapport au Comité National du 11 Avril 2021

Chers, chères camarades,

### Luttes sociales et luttes politiques

Il convient tout d'abord, de faire le point sur l'état de la lutte des classes en France et dans le monde, sur l'évolution du rapport de forces et du positionnement des forces politiques et sociales. Rappelons, que la période précédant la pandémie a vu, en France, un fort développement des luttes sociales autour de la question de la réforme des retraites. Ce puissant mouvement a mis en difficulté le pouvoir et le patronat. La pandémie a conduit à une suspension de la réforme et non à son abandon. Dans le même temps, compte-tenu de l'aggravation des conditions de travail liées au confinement, des problèmes anciens se sont exacerbés : l'emploi, les revenus et les salaires, les conditions de travail, avec en particulier les problèmes liés au télé travail. La question de la jeunesse qui vit cette situation dans des conditions très difficiles doit retenir notre attention dans notre activité...le tout dans un contexte sécuritaire, aggravé par la volonté du pouvoir de museler les mouvements sociaux ce qui ne facilite pas l'expression de l'action collective.

**C'est à l'aune de cette réalité que nous devons apprécier les actions qui se développent et qui constituent à nos yeux le ferment d'une action plus large, inscrite dans la durée et seule susceptible de stopper l'offensive du capital.** Chaque semaine, des dizaines d'actions ont lieu, organisées par les syndicats et tout particulièrement ceux de la CGT. Citons en quelques-unes: Dans l'énergie contre le découpage privatisation d'EDF avec le projet Hercule, dans la chimie et le médicament, dans l'éducation nationale, dans la fonction publique et la santé, dans le spectacle avec les occupations en cours, les retraités et dans bien d'autres secteurs...petites ou grandes, ces luttes sont l'expression de la lutte des classes, nous nous devons d'y être présents, de les aider et de pousser à leur convergence, ce qui nécessite **un travail d'explication politique sur le pourquoi de la situation en éclairant les questions qu'elles posent : qui est responsable? Y-a-t-il les moyens pour répondre aux revendications ? Quelle perspective ouvrir pour un changement de politique et de société ?** Les réponses à ces questions, nous les alimentons chaque semaine sur notre site avec l'Hebdo, par la fiche économique et sociale et par nos tracts.

**La bataille idéologique est intense. Tout est fait pour empêcher que la question centrale : celle de l'affrontement Capital/ Travail soit au centre du débat politique.** Si les idéologues du pouvoir et les media détenues par les capitalistes ne sont pas avares de constats, ils s'emploient à masquer la cause fondamentale de la situation. Mieux, rejetant la lutte des classes dans le néant, ils lui substituent des thèmes visant à diviser la société et surtout les salariés. Ainsi, les questions religieuses, raciales, de sexes, de comportements individuels, deviennent-elles l'alpha et l'oméga de la pensée. Toutes les forces politiques de l'arc parlementaire sont plongées dans cette approche. Il n'est que de voir la délectation du débat autour des positions de l'UNEF et plus récemment de l'adjointe à A. Hidalgo à la mairie de Paris. Si tous, ou presque, sont pour l'égalité homme/femme, regrettant même, pour le patronat, qu'il n'y est pas assez de femmes PDG, aucun ne se soucie de l'absence totale d'ouvrier et d'employés dans la représentation nationale. Nous devons bien sûr traiter les questions de société mais le danger serait de les traiter hors d'une analyse de classe.

**Tout ce travail de camouflage pour masquer les réalités et plus encore les causes de cette réalité, est en œuvre car le capital et le pouvoir n'ont qu'une crainte : la convergence des luttes.** Ils expriment cette crainte et tentent de rassembler les forces politiques et sociales dans un "agenda social" préfigurant la sortie de la crise sanitaire et visant à intégrer les organisations syndicales et les salariés dans leur stratégie. Nous dénonçons ces manœuvres et nous nous réjouissons du refus de la CGT de participer à "l'agenda social" du MEDEF. Au plan politique, comme au plan social, le grand patronat, comme le pouvoir craignent l'expression revendicative des mécontentements et leur convergence dans un mouvement social plus profond. Les media s'en font l'écho et s'emploient à détourner l'attention des salariés des vrais problèmes. Macron se démène pour justifier sa politique

comme le montrent ses nombreux déplacements et l'attention toute particulière qu'il attache à soigner son image dans la jeunesse durement touchée par la situation. Tout cela est le signe des craintes du pouvoir. Cette agitation a un sens, de même qu'ont un sens la mise en scène du débat politique et les thèmes abordés sur la sécurité et l'identité nationale au travers de textes de lois et de débats entre *"populistes"* et *"progressistes"*. Il s'agit avant tout de trouver les bases d'un large consensus national apte à rassembler une force capable de poursuivre les réformes capitalistes. Le Rassemblement National (RN) est dans ce *"jeu"*. Après s'être affirmé le parti du peuple contre les *"élites"*, contre *"l'Europe du cosmopolitisme"*, les adversaires *"de la finance"*, il affirme maintenant que la dette doit être remboursée et que l'Europe capitaliste est le cadre naturel de la réponse aux problèmes posés. Comme Les Républicains, le RN est Union Nationale-compatible. Les Républicains ne se privent pas de pousser encore plus loin la politique du gouvernement. S'ils critiquent avec virulence le traitement de la pandémie, à chaque occasion ils accentuent les mesures favorables au patronat et ils le traduisent dans leur action parlementaire comme sur la loi de sécurité globale et celle sur la recherche. LR comme le RN sont des partis qui visent à accélérer la réalisation des objectifs du capital.

Dans les partis, socialiste, communiste, la France insoumise et les Verts la bataille qui gronde pour savoir qui sera chef de "l'union" masque mal la volonté de ne pas s'attaquer au système capitaliste. Ayant tous une part importante de responsabilité dans la situation du fait de leur participation active au pouvoir dans les dernières décennies, ils s'en tiennent à des revendications sociétales, à des aménagements et non à une remise en cause du système lui-même. Ils contribuent à leur façon à la crise de représentation politique qui conduit aujourd'hui une large majorité de la population à tout simplement ne pas aller voter en signe de protestation. Comme c'est le cas aussi en Italie, le capital a besoin d'une acceptation populaire pour aller plus loin. Il doit donc trouver des formes politiques adaptées donnant l'illusion démocratique d'un choix. La REM est née de cette volonté du capital de se donner les moyens politiques pour approfondir et accélérer le remodelage complet de la société française en liquidant les conquêtes sociales. Rappelons les limites de l'opération : Macron a obtenu 18,19% des inscrits au 1<sup>er</sup> tour de la présidentielle !

### **Lutte des classes et internationalisme**

Sans être trop long, je veux rappeler que la lutte des classes, si elle se mène au niveau national, prend de plus en plus une dimension internationale. L'internationalisation du capital, les affrontements au sein du système impérialiste sont des éléments constitutifs de la situation et ont des conséquences sur les rapports de force entre le capital et le travail. C'est pourquoi, nous suivons avec attention tout ce qui se passe dans le monde et que nous attachons une grande importance à la solidarité de lutte des travailleurs et de leurs organisations de classe. Le succès du débat organisé par la cellule Université Recherche et CNRS-INSERM le 20 mars « Qu'est-ce que l'impérialisme aujourd'hui ? La France puissance impérialiste » ancre plus notre parti comme une force qui compte et qui aide par ses analyses à la compréhension du monde et de son évolution. Dans l'instant, les regards se sont beaucoup tournés sur le changement de Président aux USA. Nous avons analysé les choses avec lucidité. De Trump à Biden le changement est plus dans la forme que dans le fond car ce qui dirige la politique US ce sont les intérêts du capitalisme américain dans une situation où l'affrontement entre les monopoles est particulièrement rude et où la domination des USA est mise en cause par le développement du capitalisme en Asie et tout particulièrement en Chine. De "l'Amérique d'abord" à "l'Amérique est de retour", la stratégie de l'impérialisme US est confirmée Partout dans le Monde. Les plans de relance mis en œuvre aux USA, comme ailleurs dans le monde, mais ici avec une puissance inégalée, visent à muscler les multinationales dans un contexte de concurrence acharnée.

Compte-tenu des conditions dans lesquelles nous tenons notre CN, je ne vais pas aller au-delà de ce bref résumé de notre positionnement internationaliste. L'analyse que nous avons faite lors du BN du 13-02-2016 reste le socle de notre analyse. C'est sur cette base que nous exprimons notre solidarité avec les peuples en lutte pour leur émancipation et que nous condamnons les interventions impérialistes.

### **Les élections régionales et départementales**

Elles devraient se tenir les 13 et 20 juin. L'avenir proche nous dira si c'est bien le cas. Comme toutes les élections, elles sont un moment important de la lutte de classe et un véritable galop d'essai avant l'élection présidentielle de 2022. Notre parti y sera présent. Elles se situent à un moment particulier où notre pays est touché par une grave pandémie qui affecte profondément sa vie sociale et économique, celle de beaucoup de salariés, de chômeurs, de jeunes, de retraités... Elle touche de manière particulière la jeunesse. Les conséquences immédiates et à moyen et long terme sont très lourdes en termes d'emploi, de rémunérations et de conditions de travail. Cette pandémie est un révélateur puissant de la division de la société capitaliste en classes, elle en aiguise les inégalités, accentue la misère et le mal-vivre de beaucoup de salariés. Elle met en lumière le rôle positif des services publics et en creux le rôle négatif de leurs reculs organisés par les gouvernements successifs qui se sont employés et s'emploient à leurs privatisations au bénéfice du grand capital.

Ces élections sont un accélérateur dans la concurrence capitaliste et la restructuration du capital.

Les régions qui appliquent la politique du gouvernement et du patronat jouent un rôle important avec des compétences accrues dans le domaine économique, de l'éducation et des transports. Les nouvelles régions sont nées en 2013, sous Hollande afin de répondre aux injonctions du capital de construire une Europe des régions. La loi NOTRe (Nouvelle Organisation du territoire de la République) a ensuite configuré les attributions respectives des départements et régions. Ces dernières au pouvoir renforcé, ont gagné de nouvelles compétences : le soutien aux entreprises, le développement économique, les transports, l'enseignement (sauf l'apprentissage remis récemment entre les mains du seul patronat). Elle a aussi limité les compétences du département à la solidarité (enfance – grand âge) et à la gestion des collèges. Elle a enfin largement renforcé les pouvoirs des intercommunalités. La suppression des départements est programmée. Des expérimentations en cours dans le département du Rhône et en Alsace en sont le témoignage. Tous les discours sur la nécessaire « proximité » masquent mal la claire volonté d'éloigner au maximum les centres de décisions pour les tenir hors de portée des possibles actions des citoyens. Macron au service exclusif du capital veut lui livrer toute la société remodelée au plus près de ses desiderata et le projet de loi des 4 D est taillé sur mesure dans cet objectif.

**Les 4D pour Décentralisation, Déconcentration, Différenciation, Décomplexification.** Ce projet, porté par la Ministre de la Cohésion des territoires, Jacqueline Gourault sera discuté au printemps, le gouvernement est très attaché à ce qu'il soit traité et voté avant la fin de son quinquennat.

L'égalité de tous devant la loi, le droit d'accès aux différents services égal pour tous entravent la marche du capital, limitent ses profits. **En niant le territoire national, en éloignant les citoyens, en individualisant leurs intérêts, le capital vise à s'ouvrir un immense espace pour l'exploitation sans limite et il espère aussi entraver le développement des luttes.**

Tous les partis politiques discutent sur le casting des têtes de listes régionales, sur les alliances actuelles ou potentielles, leur influence sur les futures présidentielles, bien loin des réalités de la situation, loin de tout débat politique sur les implications de ce scrutin.

Notre parti sera présent dans cette bataille politique. Dans la campagne et après, nous combattons les projets et les actions du capital.

### **Territoires et Régions, Nation, Europe**

Dans les discours sociaux, économiques et politiques, s'entremêlent de plus en plus les quatre notions de Territoires, Régions, Nation et Europe. Quelles réalités recouvrent ces notions, quels sont leurs liens et pourquoi sont-elles aujourd'hui si fortement associées ? Notre analyse partira de la nature des rapports sociaux dans le contexte d'un capitalisme qui dans les pays européens a atteint un stade impérialiste développé et sur la nature de l'État dans cette situation.

Notons tout d'abord que Marx et Engels ont théorisé le développement et l'expansion du capitalisme dans un processus de globalisation. Ainsi, Dans le MANIFESTE DU PARTI COMMUNISTE, Marx et Engels avaient décrit la mondialisation du capitalisme et du marché : *" Poussée par le besoin de débouchés toujours plus larges pour ses produits, la bourgeoisie envahit le globe entier. [...] Par l'exploitation du marché mondial, la bourgeoisie donne un caractère cosmopolite à la production et à la consommation de tous les pays."*

*"[...] La globalisation constitue donc la construction d'un marché mondial unifié. Les rapports de production et d'échange bourgeois sont gérés et dirigés par la classe bourgeoise des pays impérialistes au détriment des pays dominés. Ce marché mondialisé anéantit toute réminiscence des modes de production préexistants, dans lequel les bourgeoisies des pays dominés ne jouent qu'un rôle de sous-traitant au bout de la chaîne."* Si l'on en juge par les ensembles économiques et politiques tissés dans le monde capitaliste nous pouvons mesurer la pertinence de l'analyse de Marx et Engels.

### **Territoires et régions**

Dans son discours d'investiture le premier Ministre Jean Castex a de manière répétitive fait appel aux « territoires » affirmant y voir la source de la résolution des problèmes posés aux français. Cet appel aux « territoires » n'est pas une invention récente, depuis des années, le sénat, les conseils économiques sociaux et environnementaux national et régionaux, les assemblées régionales, départementales, les communes et les communautés de communes, d'agglomérations et de territoires, ne jurent que par ce concept de "local" qui permettrait de différencier les traitements politiques des problèmes et de s'adapter aux besoins dans une zone géographique limitée. Au plan politique, les partis font aussi beaucoup dans le « territoire », où comme par enchantement les rapports de classe auraient disparu et où il ne resterait que des problèmes concrets à résoudre « tous ensemble » : élus, syndicats patronaux et salariés, associations. Récemment, à l'initiative d'Anne Hidalgo une vingtaine de maires écologistes et socialistes se sont retrouvés à Tours pour créer un « arc humaniste » et reconstruire la « gauche » à partir des territoires !

Cette volonté politique de territorialisation est un moyen de porter des coups à la nation en organisant la concurrence entre les territoires et leurs populations au nom de l'attractivité pour le capital. Dans ces conditions, la lutte des classes est sommée de se ranger au nom de l'intérêt collectif : traduisons, par au nom des intérêts dominants : ceux du capital !

Si aujourd'hui, ce besoin de « *territoires* » et de régions est si fort pour les forces du capital, c'est qu'il s'inscrit dans une volonté de « *rassembler* » autour de la politique du capital, il est une composante de la version moderne de la collaboration de classe dont le patronat et son pouvoir ont tant besoin pour faire accepter leur politique de destructions des conquêtes sociales et pour faire voler en éclat le caractère indivisible du droit sur le plan national et tout particulièrement du droit social. Il acte la mise en concurrence des régions et des collectivités territoriales dans le cadre de l'Europe du capital. Ainsi, territoires, régions, nation et Europe sont la chaîne continue du pouvoir du capital dans le contexte d'une mondialisation où capitalisme et impérialisme ne font qu'un.

### Nation et État

Nation et État se sont forgés dans le temps long, ils sont le produit de l'histoire et des rapports sociaux dominants. Si territoires et régions sont des outils de la domination des forces capitalistes à une étape déterminée de leur développement, il serait, pour autant, absurde de penser que la territorialisation -territoires et régions- serait l'affaiblissement de l'État national du capital monopoliste : bien au contraire. Si, territoires et régions, déchargent l'État d'un certain nombre de missions non régaliennes, elle permet à ce dernier d'être mieux encore celui des monopoles capitalistes en exerçant pour l'ensemble des capitalistes ses fonctions de régulation et de répression.

Par fonction de régulation, il faut entendre sa capacité à orienter et à décider de l'organisation de l'activité économique et sociale au service exclusif du capital. On le voit tout particulièrement dans cette dernière période où l'État agit massivement sur le plan économique pour permettre au capital de se restructurer et de se concentrer dans le cadre d'une concurrence exacerbée entre grands monopoles à l'échelle mondiale. Ce rôle d'attribution du capital pour les restructurations s'accompagne d'une régulation des rapports sociaux favorable au capitalisme ; c'est le cas pour le droit du travail, l'indemnisation du chômage... On le voit aussi dans les lois anti-sociales qui visent à faire baisser le prix de la force de travail et à porter des coups au mouvement ouvrier organisé agissant sur le terrain de la lutte des classes. Par fonction de répression, il s'agit d'assurer l'ordre social en mettant hors d'état de « *nuire* » tous ceux qui contestent cet ordre. Les exemples foisonnent de militants syndicaux aujourd'hui réprimés.

Si donc d'un côté, le pouvoir discourt sur le rôle des territoires pour mieux intégrer les salariés à la stratégie du capital en les éloignant, autant que faire se peut, des enjeux politiques et sociaux, de l'autre, il dirige d'une main de fer dans l'intérêt des groupes capitalistes dominants et en conjonction étroite avec les autres États capitalistes et l'Union Européenne. En ce sens, il est bien l'État du capital.

### Union Européenne : un ensemble impérialiste en construction

Nous avons déjà beaucoup écrit sur l'Europe et l'Union Européenne. Elle est, nous l'avons toujours exprimé ainsi, une construction du capital au service du capital et donc entièrement organisée autour de la réalisation du profit maximum et de l'accumulation capitaliste. De ce fait, l'Europe du capital ne peut pas être sociale. Elle est aussi un outil pour intégrer les organisations des salariés dans la cogestion du capitalisme sur la base d'une acceptation de fond de sa politique. C'est le rôle que joue la CES qui pour l'essentiel est à la remorque des décisions de l'Union Européenne.

Je tiens à rappeler la place que nous avons consacré à ces questions dans notre brochure : "Abattre le capitalisme, construire le socialisme" et qui reste d'une grande actualité. En quelques mots :

#### **L'UE a :**

**Une histoire** liée à celle de la guerre froide contre l'URSS

**Une finalité** : celle de la création d'un vaste marché concurrentiel capitaliste, un développement visant à une intégration économique, politique et sociale laissant libre cours à la politique de grands monopoles placés sur le marché européen et international

**Elle évolue dans une concurrence capitaliste exacerbée** : le Brexit en a été la dernière manifestation. Cette Europe est donc bien une construction impérialiste qui entend jouer une partition majeure dans un monde où s'affrontent des puissances impérialistes en déclin : les USA et d'autres en progression rapide : la Chine. Dans cet affrontement dont les plaques tectoniques sont en Asie, les États constitutifs de l'Union Européenne et tout particulièrement la France et l'Allemagne tentent d'imposer leurs intérêts propres. L'Union Européenne, constituée des plus grandes anciennes puissances impérialistes, représente une adaptation politique aux évolutions majeures du capitalisme dans l'internationalisation des forces productives.

Les pays européens, n'ont pas encore réussi, du fait d'intérêts différents des États qui la composent, à devenir une union politique, diplomatique et militaire autonome. De ce fait les États, comme l'UE elle-même sont profondément liés à l'impérialisme US. Membres de l'OTAN, les pays de l'UE sont bel et bien à la remorque

diplomatique et militaire des USA. Ainsi, ils ont participé à toutes les interventions militaires récentes en Yougoslavie, Afghanistan, Syrie, Libye...Ils emboîtent le pas, seuls ou dans le cadre de l'UE, des USA dans les conflits qui les opposent à la Russie et la Chine. Ils se soumettent au diktat des USA d'augmenter leurs budgets militaires et de les porter à 2% du PIB.

### **L'organisation et le travail du parti**

Pour terminer examinons l'activité du parti et son développement. Si nous examinons la vie du parti depuis sa création, nous pouvons mesurer, les progrès politiques qu'il a accompli grâce au travail de tous ses militants et à la justesse de ses analyses. Tout au long de cette période, nous avons affronté toutes les batailles politiques et nous avons gagné en confiance dans la perspective que nous avons ouverte de la construction d'un grand parti révolutionnaire. Rien n'est évidemment simple mais nous sommes en capacité d'aller de l'avant. Il faut noter dans ce mouvement, le rôle décisif des militants du parti. Ils jouent ce rôle partout où cela est possible, dans les cellules et aussi par leur activité propre en assurant par leur activité et avec les outils de propagande dont ils disposent le rayonnement politique du parti. Il nous faut faire beaucoup de politique avec nos cellules et les adhérents et nous devons les aider à remplir leur rôle politique. Pour les cellules comme pour les militants, leur présence et leur rayonnement dans des secteurs professionnels est un atout majeur pour être au contact des salariés qui se battent et c'est bien en premier lieu, ceux-là qui nous intéressent. Leur apport, commençant parfois par de la sympathie pour nous, devient une force lorsqu'ils adhèrent au parti. Point n'est besoin d'être nombreux pour faire vivre une cellule, développer une activité, ce qui compte, c'est la capacité politique et d'organisation des camarades qui l'animent. Pour cela, ils ont besoin de moyens de propagande et de solides discussions politiques pour mener la bataille idéologique. Si nous disposons de moyens de propagande et d'information de qualité avec le Site, le Journal, l'Hebdo, la Fiche économique et sociale et le Bulletin International, nous avons par contre beaucoup à faire encore dans le domaine de la formation des militants et l'organisation de la jeunesse. Ces problèmes, dont nous sommes tous conscients qu'ils sont importants, ne se résoudre pas par un coup de baguette magique. Nous devons y travailler tous ensemble dans la durée. Nous y contribuons par le travail des cellules et des militants, par le soin que nous apportons à la vie de nos instances de direction : le BN et le CN. Pour mener la bataille politique le parti à besoin de tous ses adhérents et de moyens financiers, nous devons donc porter une attention soutenue à la question du renforcement du parti, à son organisation et aux moyens financiers. Si nous connaissons des conditions difficiles pour mener la bataille politique, nous devons faire un effort supplémentaire pour rester en contact avec tous les adhérents. La remise des cartes qui est en cours doit être un moment de cet effort. Nous devons aussi prendre les dispositions nécessaires pour une rentrée régulière et complète des cotisations. Voilà ce que j'étais chargé de vous dire pour introduire le débat de ce CN.